

Éditorial

Transformation des produits agricoles : LA CHINE, UNE SOLUTION POUR L'OFFICE DU NIGER

La Chine, dans le cadre de l'initiative de « la ceinture et la route de la soie » sous la direction du président Xi Jinping, est en train d'apporter, aux pays africains en général et au Mali en particulier, les appuis techniques et financiers nécessaires à l'entame d'un décollage économique durable et, par conséquent, à une réelle indépendance et au bien-être de leurs populations.

C'est dans ce contexte qu'un séminaire sur les techniques de transformation des produits agricoles pour la République du Mali, a ouvert ses portes ce 15 août 2019 à Beijing en Chine. Il regroupe une quinzaine de participants venus du monde agricole malien. La session, qui s'étale sur un mois, combine théorie et pratique, et fournit une plateforme optimale pour déceler la faiblesse des techniques de transformation des produits agricoles et explorer les meilleures solutions pour le développement du monde rural malien.

Ce secteur qui emploie près de 80% de la population et assure 41% du Produit intérieur brut (PIB) souffre cruellement d'un manque d'unités de transformation. La preuve, constate le Premier conseiller de l'ambassade du Mali à Pékin, Almoustapha El Hadji Dicko, qui a pris part à la cérémonie d'ouverture du séminaire, « plus 90% des produits agricoles et d'élevage du Mali sont vendus à l'état brut, sans passer par aucun processus de transformation de base ». Cette lacune freine considérablement le développement harmonieux du secteur.

Il apparaît donc urgent d'aller vers des technologies de transformation des produits agricole dans notre pays afin de créer une plus-value et des emplois sûrs et de garantir ainsi la croissance économique qui repose essentiellement sur l'agriculture. Pour donner un coup de fouet à cette croissance, l'Office du Niger, qui est le plus grand bassin agricole du Mali et de la sous-région ouest africaine, dispose d'immenses potentialités dont la valorisation passe par une série de mesures au premier rang desquelles l'installation d'unités de transformation de produits agricoles. Avec près de 2 millions hectares aménageables, l'Office du Niger, s'il bénéficie de l'appui technique et financier de la Chine, est parfaitement capable d'atteindre son objectif initial : devenir le grenier de l'Afrique de l'Ouest en assurant une sécurité alimentaire pour l'ensemble de ses pays.

L'installation de cette sécurité alimentaire passe impérativement par la maîtrise des techniques de transformation des produits agricoles. Car, « elles sont essentielles pour le développement de l'industrie alimentaire, permettent de diminuer le gaspillage des ressources, enrichissent les variétés et augmentent la production agricole » a indiqué Mme Luo Yanqin, la directrice du Département de la Coopération Internationale et du Développement Commercial, à l'ouverture des travaux du séminaire. « L'application et la diffusion des techniques avancées de la transformation des aliments, ainsi que le renforcement de la communication et la coopération internationale sont nécessaires pour résoudre le problème de la pénurie alimentaire », a-t-elle analysé.

Suivant cette logique, les participants, durant leur temps de formation, apprendront à maîtriser les théories fondamentales, les méthodologies et les tendances prévues du développement de la technologie en matière de transformation des produits agricoles.

L'Institut National de Recherche en Industrie d'Alimentation et de Fermentation de la Chine qui organise cette session sur la transformation des produits agricoles au Mali sous les auspices du Département de la Coopération Internationale et du Développement Commercial, vise à renforcer la coopération entre les deux pays en lui ouvrant de nouvelles opportunités.

Alassane DIARRA
Depuis Beijing

Interview : « L'OFFICE DU NIGER QUI CONTRIBUE DÉJÀ À 45% DE LA PRODUCTION NATIONALE DE RIZ, ENVISAGE D'ATTEINDRE 50% EN 2019 »

- annonce Mamadou M'Baré Coulibaly, le PDG de l'ON -



Le Président directeur général de l'Office du Niger, Mamadou M'Baré Coulibaly, nous a accordé un entretien exclusif, à Ségou. Le créateur du riz Gambiaka sait de quoi il parle. Il a abordé le lancement de la campagne 2019-2020, les stratégies de développement de l'entreprise, les retombées de la subvention des intrants agricoles, les problèmes d'approvisionnement en engrais et semences...

L'Essor : Monsieur le PDG, vous avez procédé au début du mois au lancement de la campagne agricole 2019-2020 à l'Office du Niger. Est-ce que l'hivernage a commencé dans toute la zone ?

Mamadou M'Baré Coulibaly : L'hivernage a effectivement commencé, partout, en zone Office du Niger. Mais la campagne agricole, comme d'habitude, a déjà été lancée au mois d'avril. Cela s'explique par le fait que l'Office a un programme annuel d'entretien des réseaux hydrauliques. Ce programme qui s'appelle le calendrier culturel démarre avec l'entretien de l'ensemble des trois réseaux (primaire, secondaire et tertiaire). Il est validé non seulement par la direction générale de l'ON, mais aussi par le conseil d'administration. Aussi, dès que les réseaux sont entretenus, nous procédons à la mise en eau des réseaux primaires qui desservent les autres réseaux.

En résumé, avant le lancement de la campagne, tous les réseaux sont fournis en eau. Les préparatifs englobent la pré-irrigation. En même temps, les dispositions sont prises avec les associations des paysans pour mettre à leur disposition les intrants, surtout les semences. Les priorités pour la nou-

velle campagne sont la fourniture d'eau pour l'irrigation, la bonne gestion de l'eau et la formation des exploitants agricoles au respect des normes d'irrigation. Il y a aussi l'approvisionnement à temps des producteurs en engrais subventionnés afin d'éviter les désagréments de l'année dernière. Il faut expliquer que les problèmes de l'année dernière étaient dus au changement du système de distribution de l'engrais.

L'Essor : Si la campagne a débuté en avril, quel est alors l'intérêt du lancement du 7 juillet dernier ?

Mamadou M'Baré Coulibaly : Cette deuxième étape de la campagne qui a généralement lieu après l'organisation de la Journée du paysan est très importante pour nous. Elle permet non seulement de présenter aux autorités le bilan des activités de l'année écoulée, mais aussi les projections pour la campagne 2019-2020. Cette tradition a pour objectif d'encourager les paysans. Ainsi, chaque année, un concours du meilleur producteur est organisé. Les trois premiers sont primés. D'autres sont encouragés.

Les meilleurs agents de l'encadrement reçoivent également des prix. Par ailleurs, c'est aussi l'occasion pour l'ON d'exposer ses problèmes à la tutelle et pour les producteurs d'expliquer leurs préoccupations au ministre de l'Agriculture. Cette année, les paysans ont expliqué de vive voix au ministre que l'engrais qui leur a été proposé ne permet pas d'atteindre les objectifs fixés pour 2019. En résultat, l'Etat a ajouté 2 milliards de Fcfa aux 2,132 milliards de Fcfa prévus pour les engrais. Raison pour laquelle l'engrais est actuellement disponible partout à l'Office...

Lire en page 3

Le PDG de l'Office du Niger lors de la 44ème session du CA de son entreprise : « LE RESPECT DES ENGAGEMENTS DU CONTRAT-PLAN 2019/2023 RENFORCERA NOTRE CONTRIBUTION À L'ATTEINTE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE »

Les membres du Conseil d'administration de l'Office du Niger se sont réunis le 25 juillet 2019 à Ségou dans la salle de conférence de la direction générale de l'entreprise. Cette 44ème session ordinaire a porté essentiellement sur les rapports financiers de l'exercice 2018.

Dans son discours d'ouverture des travaux, le Président directeur général de l'Office du Niger, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly, a tiré le bilan de la campagne agricole écoulée (2018/2019), communiqué les projections pour celle (2019/2020) en cours. Il a aussi, et surtout, lancé un cri de cœur pour le respect des engagements pris par les parties (Etat/ON/Exploitants agricoles) signataires du Contrat-Plan quinquennal 2019/2023. Le respect des engagements, selon le PDG, va permettre de renforcer la contribution de l'Office du Niger à l'atteinte de la sécurité alimentaire et à la lutte contre la pauvreté par une croissance économique accrue.

En termes de bilan de la campagne agricole 2018-2019, le PDG de l'Office du Niger, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly, a noté qu'« elle s'est déroulée dans des conditions satisfaisantes quant à la fourniture de l'eau aux exploitants agricoles pendant la saison d'hivernage ». Cependant, il a relevé des difficultés majeures rencontrées dans le déroulement normal de cette campagne, notamment : l'insécurité dans la zone d'intervention qui a considérablement perturbé les activités d'appui-conseil auprès des exploitants agricoles ; la faible disponibilité de l'eau en période d'étiage du fleuve qui a joué sur le niveau de réalisation du riz de contre-saison ; le retard accusé dans le ravitaillement des exploitants en engrais subventionnés à cause des changements intervenus dans le système de distribution ; le sous-équipement et l'insuffisance de la main d'œuvre avec comme conséquence le non-respect du calendrier agricole par certains exploitants et l'envahissement de



Le conseil a constaté que la fourniture de l'eau aux exploitants agricoles s'est déroulée dans des conditions satisfaisantes pendant la saison d'hivernage

certaines réseaux par les végétaux flottants, auquel il faut ajouter les actes de vandalisme sur les réseaux d'irrigation par quelques exploitants.

BILAN ENCOURAGEANT DE LA CAMPAGNE ÉCOULÉE

Malgré toutes ces difficultés, le bilan de cette campagne fait ressortir les résultats suivants : en riziculture, la production totale est de 819 897 tonnes de riz paddy contre 751 910 tonnes en 2017/2018, soit une augmentation de 9,04%. En maraîchage : 360 440 tonnes ont été produites. L'échalote, la spéculation dominante, représente 83,65% de cette production soit 301 500 tonnes. En diversification de cultures : 25 000 tonnes ont été produites. Le maïs, spéculation très prometteuse, représente 35% de cette production soit 8 852 tonnes.

En ce qui concerne les autres activités génératrices de revenus : embouche bovine : 3 627 têtes ; embouche ovine : 9 310 têtes ; avi-

culture : 2 230 coqs améliorés ; pisciculture : 157 tonnes de poissons récoltées dans 26 cages flottantes et apiculture : 228 litres de miel produits dans 29 ruches améliorées. En ce qui concerne le reboisement, 79 270 arbres ont été plantés sur 122 hectares.

LES PROJECTIONS POUR LA CAMPAGNE AGRICOLE 2019-2020.

Evouant la nouvelle campagne agricole 2019/2020 en cours, le patron de l'Office du Niger, a déclaré qu'« elle démarre dans un contexte marqué par la poursuite de la subvention des intrants et équipements agricoles et par la signature du nouveau Contrat-Plan couvrant la période 2019/2023 entre l'État, l'Office du Niger et les exploitants agricoles ». Au sujet de ce Contrat-Plan quinquennal, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly a insisté : « Le respect des engagements pris par les parties signataires de ce contrat-plan quin-

quennal va permettre de renforcer la contribution de l'Office du Niger à l'atteinte de la sécurité alimentaire et à la lutte contre la pauvreté par une croissance économique accrue ». Il a ensuite précisé les objectifs de production : 873 774 tonnes de riz paddy ; 321 990 tonnes de produits maraîchers et 94 820 tonnes de produits de diversification.

Ce n'est pas tout, car dans le cadre de sa mission de développement intégré, l'Office du Niger collabore avec les structures techniques régionales, dans la mise en œuvre de plusieurs activités génératrices de revenus, notamment dans l'embouche qui va concerner de 4 565 bovins et 3 202 ovins ; l'insémination artificielle qui va être pratiquée sur 1 340 vaches ; la production laitière avec une prévision de 632 600 litres et l'aviculture moderne qui va concerner 2 200 pondeuses, 2 550 poulets de chair et la production de 594 000 œufs. S'y ajoutent la pisciculture avec une prévision de 1 747 tonnes de poissons et l'apiculture avec une prévision d'installation de 86 ruches améliorées. Dans le cadre de la protection de l'environnement, 441 hectares seront reboisés et 37 km de brise-vent seront réalisés.

UN ÉTAT FINANCIER PAS MAUVAIS

Comme annoncé plus haut, cette 44ème session ordinaire a porté essentiellement sur les rapports financiers de l'exercice 2018. Sur ce plan, l'exercice clos le 31 décembre 2018 affiche les éléments caractéristiques suivants : un chiffre d'affaires de 7 399 557 916 Fcfa ; un résultat net déficitaire de 138 201 539 Fcfa et un total bilan de 103 321 851 770 Fcfa.

6ème édition de la Semaine de l'étudiant de l'Université de Ségou : LE PDG DE L'OFFICE DU NIGER PROMET 200 HECTARES DE PARCELLES D'EXPÉRIMENTATION POUR LES TRAVAUX PRATIQUES

Placé sous le parrainage du Président directeur général de l'Office du Niger, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly, la 6ème édition de la Semaine de l'étudiant de l'Université de Ségou s'est déroulée du 22 au 28 juillet 2019 à Ségou sur le thème : « l'apport de l'Université de Ségou dans le développement économique et sociale de la région ». La manifestation qui alterne conférences débats, prestations artistiques et visites touristiques, se veut, pour les participants, un laboratoire d'idées pour faire face aux défis de l'avenir.

Lors de la cérémonie d'ouverture à l'amphithéâtre de l'université à Sébougou, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly a rappelé : « l'Université de Ségou est la première université publique implantée dans une région administrative du Mali et qui est à vocation agronomique. Assurément, cela a une portée significative au vu de la contribution du secteur agricole à la stabilité économique et sociale du pays. Le rôle central de ce secteur dans l'économie nationale, dans la

création d'emplois et d'activités génératrices de revenus ainsi que dans la sécurité alimentaire et l'amélioration du cadre de vie des populations n'est ignoré de personne. La région de Ségou offre également de grandes opportunités dans la promotion des activités agrosylvopastorale et aquacole. En effet, il me plait de rappeler que le secteur agricole qui est le secteur primaire emploie près de 80% des actifs du pays et contribue pour 23% à la balance commerciale ».

Chercheur dévoué à la valorisation du secteur agricole, le PDG de l'Office du Niger, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly, s'est engagé à mettre à la disposition de l'Université de Ségou 200 hectares de parcelles d'expérimentation pour les travaux pratiques. L'objectif recherché est de favoriser la recherche, condition indispensable pour faire face à un défi majeur pour tous : « garantir la souveraineté alimentaire et faire du secteur agricole le moteur de l'économie nationale en vue d'assurer le bien-être des populations ».



Les parcelles d'expérimentation favoriseront la recherche

En guise de conclusion, le parrain a invité les étudiants à être assidus. Car, souligne-t-il « l'apprentissage demande respect des enseignants et assiduité aux cours et aux travaux pratiques ». Il leur a livré en point final, une citation édifiante : « pour détruire

un pays on n'a pas besoin d'armes nocives, il suffit tout simplement de saboter le système éducatif ». Une manière de rappeler aux étudiants que l'avenir du Mali dépend d'eux.

Aimamy DOUMBIA
SCOM/ON

Interview : « L'OFFICE DU NIGER QUI CONTRIBUE DÉJÀ À 45% DE PRODUCTION NATIONALE DE RIZ, ENVISAGE D'ATTEINDRE 50% EN 2019 » (LA SUITE)

L'Essor : Quels sont les objectifs de production que l'Office s'est fixé en 2019 ?

Mamadou M'Baré Coulibaly : En 2019-2020, nous prévoyons de produire 873.774 tonnes de riz paddy, 275.725 tonnes d'échalote sur 8.210 hectares avec un rendement moyen de 33,58 tonnes à l'hectare. Dans le cadre de la diversification des cultures, la production attendue est de 94.826 tonnes. Le maïs est très prometteur en zone Office du Niger et la production attendue est de 11.255 tonnes.

L'Essor : L'année dernière, les paysans s'étaient sérieusement plaints de la distribution tardive des engrais. Qu'en est-il cette année ?

Mamadou M'Baré Coulibaly : L'année dernière, il y a effectivement eu des problèmes avec l'engrais parce que le système d'approvisionnement a changé. Le problème a été résolu avec les bons d'achat. Malgré cette situation, l'Office a réalisé un record de production en 2018, avec une production de 819 000 tonnes soit une augmentation de 9,4% par rapport à 2017. Il convient de souligner que c'est la caution qui a été remplacée par le bon d'achat. La caution n'est autre que le document que l'on donne au paysan pour pouvoir enlever l'engrais. Elle dépend de la facture que le paysan paye par hectare pour la redevance eau. Il n'y a pas une grande différence entre la caution et le bon d'achat. Le montant de la redevance eau varie entre 67.000, 55.000 et 45.000 Fcfa par hectare.

L'Essor : Les semences sont-elles aussi disponibles ?

Mamadou M'Baré Coulibaly : L'approvisionnement en semence ne pose aucun problème parce que ce secteur est l'un des mieux organisés en République du Mali. Les paysans producteurs de semence s'approvisionnent directement au niveau du Centre régional de recherche agronomique de Niono qui a un programme de multiplication des semences de base. Ensuite, ils font les semences commerciales R1 et R2. Il y a même des privés qui se sont installés dans le domaine des semences.

L'Essor : Quelle est la contribution de



La stratégie consiste à intensifier la culture locomotive qui est le riz car on peut faire mieux en utilisant de nouvelles variétés

l'ON à la production agricole nationale ?

Mamadou M'Baré Coulibaly : Nous avons de grandes potentialités en terres irrigables. Même le Nigeria qui est le 1er producteur de riz dans la sous-région n'a pas autant de surfaces propices. En 2017-2018, l'Office a contribué à plus de 45% à la production totale de riz. En 2019, nous envisageons d'atteindre environ 50% du riz. Il y a eu aussi une très grande production d'échalote, d'oignon et de tomate. La valeur de l'échalote commercialisée à l'Office est estimée à plus de 27 milliards de Fcfa par an.

L'Essor : Toute cette production est-elle consommée au Mali ?

Mamadou M'Baré Coulibaly : Non. D'importantes quantités d'échalote sont transportées par camions pour approvisionner le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée.

L'Essor : Et la culture de contre saison ?

Mamadou M'Baré Coulibaly : A ce niveau, nous avons des problèmes. En principe, nous devons mettre 10% des superficies, que nous cultivons en hivernage, en culture de contre saison. Par exemple, en 2019, nous allons produire sur 140 000 hectares. Donc, nous devons pro-

duire sur 14.000 hectares en contre saison. Cela est impossible, parce que l'hydraulicité ne le permet pas en période d'étiage. Il n'y a pas assez d'eau dans le fleuve pour faire le riz. Donc au lieu de 14 000 hectares, nous allons travailler sur 3500 hectares cette année. L'année dernière, on a cultivé 9000 hectares parce que les conditions étaient favorables. C'est pourquoi, la politique de l'Office consiste à diminuer la culture du riz en contre saison et à encourager celle des produits moins consommateurs d'eau comme l'oignon ou l'échalote, mais le problème qui se pose c'est le manque d'unité de transformation. A cet effet, nous avons fait recours à l'entreprise Baramusso qui a construit deux unités à N'débougou et Molodo. La construction d'une très grande usine est également prévue à M'Bewani pour la transformation des produits maraichers.

L'Essor : Le gouvernement attribue depuis une décennie, 15% du budget de l'Etat au secteur de l'agriculture. Quel est l'impact de cette mesure sur l'Office du Niger ?

Mamadou M'Baré Coulibaly : Il faut rappeler que la subvention a commencé avec l'Initiative riz pour ensuite s'étendre aux autres produits. Elle a eu un impact positif sur nos activités. Ainsi, de 2008 à aujourd'hui, la production a augmenté d'environ 12%. Par ailleurs, le Contrat-plan est géré par la subvention qui permet d'aménager les superficies agricoles et de diminuer le prix de l'engrais. Le sac de 50 kg d'engrais qui était vendu à 17 000 Fcfa est aujourd'hui cédé à 11 000 Fcfa. Il permet surtout au paysan d'avoir l'engrais à temps. Les producteurs bénéficient d'équipements (motoculteurs, tracteurs) cédés à moitié prix, c'est-à-dire à 50% du prix normal. L'ensemble de la production a connu une amélioration.

L'Essor : Quelles sont les grandes difficultés auxquelles l'Office du Niger est aujourd'hui confrontée ?

Mamadou M'Baré Coulibaly : La grande difficulté, c'est l'insécurité qui est générale au Mali. Nous gérons l'eau et il faut être partout, alors que les gens ne peuvent pas aller dans certains endroits. Les agents sont souvent menacés. Cela crée la psychose. Heureusement que les paysans ne sont pas inquiétés. L'autre grande difficulté, c'est le retard dans la dotation budgétaire alors que l'entretien du réseau primaire dépend de ce budget. Il y a aussi le problème de transformation et de l'insuffisance des équipements agricoles. Les paysans sont équipés à environ 30%. A cela, il faut ajouter le problème de main d'œuvre, parce que les bras valident vont vers les zones aurifères au détriment de la culture du riz. Il y a aussi le problème d'eau. A l'Office, sont installées trois usines de sucre et la canne à sucre utilise beaucoup d'eau (2 fois plus que le riz). En 2017, l'oignon et l'échalote ont souffert du problème d'eau.

L'Essor : L'Office prélève-t-il l'impôt sur le foncier ?

Mamadou M'Baré Coulibaly : Non. Les terres appartiennent à l'Etat et c'est l'Etat seulement qui peut demander de payer des droits. Nous ne sommes que de simples gestionnaires, maître d'ouvrage délégué pour l'Etat. Nous sommes sur un titre foncier de l'Etat et les terres sont uniquement à vocation d'usage agricole. Nous avons en charge la gestion de l'eau, parce que l'ON entretient les réseaux hydrauliques et offre l'eau aux producteurs. Ce qui fait que les producteurs paient ce qu'on appelle la redevance eau. Les taxes foncières sont du ressort des Domaines et je crois qu'il y a une décision qui a été prise par rapport à l'impôt sur les terres.

L'Essor : Quelle est votre stratégie de développement à court et moyen termes ?

Mamadou M'Baré Coulibaly : La stratégie consiste à intensifier la culture locomotive qui est le riz. Le niveau de rendement est acceptable, mais on peut faire mieux en utilisant de nouvelles variétés. Avec la recherche, nous travaillons sur les hybrides de riz pour contribuer à la sécurité alimentaire. Il s'agit aussi de développer le maraîchage en mettant à la disposition des paysans des moyens de transformation. Puisque l'Office est basée sur les exploitations familiales, il faut moderniser ces exploitations, utiliser et intensifier les techniques innovantes et installer les grands privés. Il faut veiller à l'entretien du barrage afin qu'il fonctionne correctement et former les agents pour mieux gérer l'eau au niveau des paysans. Puisque l'eau se fait rare, il faut encourager la culture des légumineuses. Je souhaite que l'ON devienne le grenier de l'Afrique. Il s'agit de transformer les objectifs en réalité.

Propos recueillis par

Fatoumata MAÏGA

Initiative spéciale « UN SEUL MONDE sans faim » Riz : LE CHANTIER PROMETTEUR DE LA COOPÉRATION TRIPARTITE GIZ-CHINE-AFRIQUE



Les orientations de la riziculture chinoise axée sur l'amélioration de la productivité à partir de semences hybrides ont été présentées aux participants

Discuter de la coopération sino-africaine dans le cadre de la promotion de la chaîne de valeur riz en Afrique et identifier les axes de coopération sur la base des avantages comparatifs, tel était l'objectif principal d'un voyage d'études effectué par le directeur de l'Appui au Monde Rural de l'Office du Niger, Bamoye Kéïta, en Chine du 19 au 27 juillet 2019. Etaient également du voyage, Amadou Cheick Traoré, de la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA), Alassane Sow, de l'Interprofession de la Filière Riz (IFRIZ) et Djiguiba Kouyaté du Centre d'Innovation verte (CIV).

Ce voyage d'études a permis à nos participants de comprendre les orientations de la riziculture chinoise axée sur l'améliora-

tion de la productivité à partir de semences hybrides. Ils se sont fortement intéressés à cette approche qui fait considérablement évoluer leurs connaissances sur les semences hybrides dont la promotion est encore au stade primaire au Mali.

Les visites guidées, les échanges ont également permis à la délégation malienne d'apprécier l'engagement et l'ouverture du partenaire chinois pour la coopération avec l'Afrique dans le cadre du riz, notamment dans le transfert de technologies (formation de cadres, recherche...). S'y ajoute la disponibilité de la GIZ à mettre en œuvre la coopération tripartite GIZ-Chine-Afrique dans le domaine du riz.

Aucune pénurie d'engrais : LES ASSURANCES DE GNOUMANI

Ce 6 août 2019, une équipe du Service Communication de l'Office du Niger s'est rendue à Niono chez GNOUMANI, le plus gros fournisseur d'engrais dans la zone Office afin de constater la disponibilité de ce fumier indispensable pour une bonne saison agricole.

A Niono, le Président directeur général de GNOUMANI, Diadié Bah, confirme la totale disponibilité de l'engrais dans ses magasins et dans toutes les zones de production de l'Office du Niger. Sa société, souligne-t-il, avait déjà commencé la distribution bien avant l'annonce de l'Etat pour éviter certains désagréments aux exploitants. « Si un paysan de la zone Office du Niger dit n'avoir pas reçu d'engrais, ce n'est certainement pas par manque », affirme Diadié Bah.

Le PDG de GNOUMANI assure également les autorités maliennes de la bonne distribution de l'engrais au niveau de ses magasins. En procédant, ainsi, Diadié Bah entend d'aider au mieux les exploitants agricoles afin que ceux-ci puissent par une meilleure production soutenir les efforts de l'Etat malien dans sa quête de la souveraineté alimentaire tant souhaitée.

A noter que la quantité totale d'engrais



Diadié Bah, confirme la totale disponibilité de l'engrais dans ses magasins

subventionné à l'Office du Niger est de 31 823 tonnes tous types confondus (minérale et organique industriel).

Média et agriculture : CANAL + POSE SES CAMÉRAS À L'OFFICE DU NIGER



L'émission sera diffusée en octobre prochain

La célèbre et puissante chaîne de télévision Canal + qui à travers différentes plateformes, veut placer le Mali sur un piédestal, a choisi l'Office du Niger pour figurer dans son émission phare « REUSSITE » présentée par l'excellent confrère Robert Brazza. L'objectif de cette émission sur le Mali vise à mettre en

avant la résilience de l'économie malienne face à la crise multidimensionnelle que le pays traverse. A cet effet, des journalistes professionnels et aguerris sont déployés, depuis début juillet au Mali. Chacun d'eux s'occupe d'un secteur de l'économie.

Ainsi, Pierre Bessard, auteur-réalisateur, s'est vu affecter l'Office du Niger. Il a

donc sillonné, du 13 au 15 juillet dernier, de long en large, le géant de la riziculture jusque dans les zones dites d'insécurité à Molodo en passant par Niono. Il a été émerveillé par les travaux en cours. L'émission qui sera diffusée en octobre prochain prouvera que l'Office du Niger ne va pas si mal que cela malgré l'insécurité et la crise financière.

Emission télévisée « Au cœur de l'économie » : L'OFFICE DU NIGER TRUSTE LES DÉBATS SUR LA FILIÈRE RIZ

Coproduite par l'agence de communication « SPIRIT » et la 1ère chaîne de télévision nationale « ORTM », le second numéro de l'émission « Au cœur de l'économie » a été enregistré, le mardi 30 juillet 2019, dans la grande salle du mémorial Modibo Keita. Cette émission économique a suscité de grands débats sur la filière riz, thème principal de l'émission. Le potentiel rizicole du Mali, la qualité, la compétitivité, les défis et les perspectives ont été les sujets abordés par les invités de Sidiki Dembélé, journaliste et directeur de la Télévision nationale. Sur le plateau, il y avait Oumar Tamboura, le directeur national adjoint de l'Agriculture, Faliry Boly, le président de l'Interprofession riz et de la Plateforme nationale des productions (PNPR-M), Mahamadou Kinta du REDECOMA, Souleymane Diallo, de la Rizière royale du Mali (RRM) et Issa Sissoko représentant le Groupe Modibo Keita. L'assistance très diverse comptait le ministre de l'Agriculture, Moulaye Ahmed Boubacar, ainsi que de nombreuses personnalités dont le Président directeur général de l'Office du Niger, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly, chercheur émérite qui a été à l'origine de la création de la variété « Gambiaka ».

Les débats ont souligné que « le Mali est le deuxième producteur de riz d'Afrique de l'Ouest après le Nigeria » et que « ces dernières 50 années, la consommation annuelle du riz a augmenté de plus de 600 % (INSAT) ». Le riz est ainsi « devenu l'aliment de base au Mali », en raison notamment de sa qualité gustative recherchée. Selon les dernières enquêtes budget/consommation réalisées en 2006, la consommation par tête d'habitant au Mali est de 57,00 kg/an. Le riz devient ainsi la première céréale consommée en zone urbaine et de manière générale, les populations rurales se nourrissent de plus en plus de riz importé (30 % des consommations en 2007 contre moins de 10 % dans les années 1990) ».

Il est à noter que « l'Office du Niger demeure le principal pôle de production du riz qui est essentiellement assurée par des exploitations agricoles familiales. On y note des rendements variants entre 5 et 6 tonnes/hectare. La zone Office du Niger produit envi-

ron la moitié de la demande nationale en riz. Selon une note technique de l'Office du Niger, la superficie potentielle de la zone affectée en gerance à l'Office est de 2 458 682 ha. Le système d'exploitation des périmètres repose sur le barrage de Markala, long de 816 m et doté de 488 vannes mobiles. Il est la pièce maîtresse des aménagements hydro-agricoles de l'Office du Niger.

La superficie disponible (non aménagée et non affectée) est estimée à 1 868 682 ha soit 76 % du foncier de l'Office du Niger. Un potentiel exceptionnel à aménager afin d'accroître la production agricole du Mali et contribuer à l'autosuffisance et à la sécurité alimentaire.

La contribution de la filière riz à la constitution au Produit Intérieur Brut (PIB) est de l'ordre de 5 %, soit environ 220 milliards de francs CFA. Selon différentes études, les riziculteurs maliens sont capables de couvrir 93 % des besoins du pays en riz. Ce, en raison des immenses potentialités dont regorge le pays.

Une compétitivité du riz de l'Office du Niger assurée

Selon une étude de l'Office du Niger publiée en 2018, intitulée le « marché du riz », l'avantage comparatif a été utilisé par Barry et al. pour analyser l'efficacité du riz de l'Office du Niger. Le coefficient de coût en ressources intérieures CRI, le ratio entre la valeur économique des facteurs non échangeables et les valeurs ajoutées des intrants échangeables par rapport au marché international est utilisé. Un CRI positif et inférieur à l'unité indique que le Mali a un avantage comparatif sur le marché spécifié. En d'autres termes, sur ce marché, il est plus économiquement rentable pour le Mali de produire et commercialiser le riz que de l'importer sur le marché international. A l'opposé, un CRI supérieur à l'unité indique un désavantage comparatif. Les résultats des différentes analyses établissent que le Mali a un avantage comparatif pour la production du riz de l'Office du Niger sur son territoire.

Débat télévisé sur la filière riz au Mali : LE PDG DE L'OFFICE DU NIGER RECADRE LE PRÉSIDENT DU PATRONAT

Lors de l'enregistrement du débat télévisé sur la filière riz au Mali qui a eu lieu, le mardi 30 juillet, au Mémorial Modibo Keita, le président du Conseil National du Patronat du Mali (CNPM), Mamadou Sinsy Coulibaly, a fait une sortie ratée qui lui a valu une humiliation. En attendant, la diffusion de l'émission : « au cœur de l'économie » qui avait pour thème la filière riz sur les antennes de la télévision nationale, permettez-moi ce petit compte rendu qui a échappé à l'ensemble de nos confrères présents à l'enregistrement de l'émission.

En effet, le Patron des Patrons a affirmé, en substance, que « tous les chiffres annoncés par les cadres du ministère de l'Agriculture dans le cadre de la production du riz sont inexacts », sans pour autant apporter la moindre preuve à l'appui de cette accusation. Selon lui, « le rendement ne dépasse point les trois tonnes à l'hectare ». Il est, même, allé plus loin dans les accusations gratuites en martelant que « l'Office du Niger, considéré comme le plus grand bassin agricole, n'a pas de terres adaptées pour la culture du riz ». Et l'homme d'affaires de conclure en ces termes : « si j'étais décideur, j'allais renvoyer tous ces directeurs (des services en charge de l'agriculture ndlr) ».

L'attitude du président du Conseil National du Patronat, Mamadou Sinsy Coulibaly, a surpris toute l'assistance dans la mesure où il a parlé non comme un responsable désireux de lancer un débat mais comme l'homme de la rue, c'est-à-dire « en accusant péremptoirement sans apporter la moindre preuve ». Ses propos ont fait réagir le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly qui a cependant précisé qu'il n'intervenait pas comme Président directeur général de l'Office du Niger mais en tant que chercheur : « l'Office du Niger est et demeure le principal pôle de production du riz qui est essentiellement assurée par des exploitations agricoles familiales. On y note des rendements variant entre 5 et 6 tonnes/hectare. Il y a des paysans pilotes qui produisent même 8 t/ha voire 9 t/ha. Ses paysans sont primés lors du lancement de chaque campagne agricole y compris cette année. Non Mr le président du Patronat, les terres de l'Office du Niger sont bien adaptées à la culture du riz, c'est le chercheur d'environ une trentaine d'années d'expérience acquise qui vous parle et les résultats de nos recherches sont disponibles à l'Institut d'Economie Rurale (IER). Non Mr le Président du Patronat, il existe bel et bien un potentiel exceptionnel à aménager à l'Office du Niger afin d'accroître la production agricole du Mali et contribuer à l'autosuffisance et à la sécurité alimentaire. Pour cela, de grands projets d'aménagements hydro-agricoles sont en cours à l'Office du Niger, malgré la double crise sécuritaire et économique. Je peux vous citer 3000 h dans la zone de M'Bewani dont 500 ha viennent d'être livrés pour les besoins de la campagne en cours. Nous avons aussi un autre projet d'aménagement dans la zone de production de N'Debougou qui porte sur 3000 ha et des réhabilitations dans la zone de Molodo, pour ne citer que ceux-ci. Pour terminer, Mr le Président du Patronat, je vous informe, si vous ne le savez pas, que l'Office du Niger produit plus la moitié de la demande nationale en riz, donc nos terres sont bien adaptées à la culture du riz ».

Les propos du PDG de l'Office du Niger ont été appuyés par Faliry Boly, président de l'Interprofession riz et de la Plateforme nationale des productions (PNPR-M). Un syndicaliste qui n'a pas l'habitude de défendre les responsables de l'Office du Niger.

Il faut noter que cette émission économique qui portait essentiellement sur le potentiel rizicole du Mali, la qualité, la compétitivité, les défis et les perspectives de la filière riz, a suscité de grands débats entre les invités de Sidiki Dembélé, journaliste et directeur de la Télévision nationale. Ces invités étaient entre autres : Oumar Tamboura, le Directeur national adjoint de l'agriculture, Faliry Boly, le président de l'Interprofession riz et de la Plateforme nationale des productions (PNPR-M), Mahamadou Kinta du REDECOMA, Souleymane Diallo de la Rizière royale du Mali (RRM) et Issa Sissoko représentant le Groupe Modibo Keita. L'assistance très diverse comptait le ministre de l'Agriculture, Moulaye Ahmed Boubacar, ainsi que de nombreuses personnalités du monde des affaires, des banques, des chercheurs et des étudiants.



L'Office du Niger produit plus de la moitié de la demande nationale en riz, donc nos terres sont bien adaptées à la culture du riz, a rappelé Mamadou M'Baré Coulibaly

Moriba SANOGO
SCOM/ON

SÈNÈ KUNAFONI
Mensuel de l'Office du Niger

Directeur de Publication :
Dr Mamadou M'Baré Coulibaly

Rédacteur en chef :

Alassane Diarra

Rédacteurs : Moriba Sanogo,
Fanta Djiga, Bamoye Keita,
Moussa N. Coulibaly.

Adresse : 106 - Segou-Mali

Site web : www.on-mali.org

Facebook : facebook.com/office-dunigersegou

Tel : +223 66 64 65 83

+223 76 64 65 83

Email : dmoris21@gmail.com

Assistance technique :

Agence Stratégies